

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 66 (1986)
Heft: 1

Vorwort: Éditorial : efficience économique contre efficacité fiscale
Autor: Ulmann, Gérard

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Efficienc e économique contre efficacité fiscale

Il y a quelques semaines les banques centrales américaines, japonaises, allemandes et françaises ont abaissé leur taux d'intervention, on y voit une action concertée pour un argent meilleur marché. Les gouvernements l'auraient bien voulu, mais ce n'est pas ce qui est arrivé. En termes réels, les taux d'intérêts ont même parfois augmenté : de 2,4 % à 3,8 % en République fédérale allemande et de 5,1 % à 6 % en Grande-Bretagne. Si les banques centrales ont bien réussi à détrôner le dollar, elles n'ont pas vraiment pu casser les taux d'intérêts réels.

D'ailleurs, toute tentative des banques centrales dans ce sens ne manquerait pas d'accroître considérablement la masse monétaire et l'inflation.

De plus, des taux d'intérêts élevés pendant un certain temps ne sont pas dépourvus de vertus. Ils rendent les entreprises plus attentives aux choix de leurs investissements, pénalisent le surendettement. Ils encouragent les investissements travail-intensif, réduisent le chômage, particulièrement si le coût réel du travail diminue, comme c'est le cas aux USA.

Des taux élevés stimulent l'épargne et, dans la mesure où les pays de l'OCDE ont besoin d'investissements, cette dernière est instantanément absorbée.

L'attrait de rendements élevés, la disparition des anticipations inflationnistes vont stimuler ainsi l'épargne et conduire naturellement à une baisse des taux d'intérêts établissant un nouvel équilibre avec plus d'investissements et des taux réels proches de 2-3 %, moyenne des années 1950 et 1960.

Toutefois, ce mécanisme d'autorégulation ne peut se commander, les forces du marché peuvent seules y conduire.

Pour y arriver, deux conditions principales doivent être satisfaites.

La première, bien connue, est la réduction du déficit du budget américain. Cette thèse admet le leadership des USA dont la non-coopération redonnerait au dollar des velléités ascensionnelles.

La seconde est la réforme de la fiscalité, notamment américaine, qui favorise les emprunteurs. Ainsi aujourd'hui les américains dépensent beaucoup plus que ce qu'ils gagnent. Cet écart pousse les taux d'intérêts à la hausse, mais ses causes sont fiscales et non monétaires.

L'exemple américain vaut pour d'autres. Les gouvernements devraient harmoniser leur système fiscal, éliminer toutes sources de favoritisme et de distorsion. Par ce moyen on pourrait être sûr que les gens épargnent et investissent, guidés par la seule efficacité économique et non par rationalité fiscale.

La vogue de la coordination macroéconomique est bienvenue, mais quelques efforts en micro pourraient la faire progresser bien davantage.

Gérard ULMANN